Sur la résistance tchétchène et la solidarité post-coloniale

lundi 12 décembre 2022, par YULDASHEVA Lilia (Date de rédaction antérieure : 2 décembre 2022).

Quelles leçons peut-on tirer de l'histoire des guerres de Tchétchénie ? Comment les habitants de la République ont-ils lutté pour leur liberté et leur indépendance ? Liliya Yuldasheva, militante et chercheuse, parle de la colonisation du Caucase du Nord et de la résistance tchétchène.

L'agression militaire à laquelle l'Ukraine est confrontée aujourd'hui et le traitement inhumain infligé aux citoyens ukrainiens dans les territoires occupés ne sont pas propres à l'histoire de la Russie post-soviétique. La substitution de la politique étrangère par la violence directe est au cœur du régime de Poutine, qui a été établi au début de la deuxième guerre de Tchétchénie. Déjà à l'époque, en 1999, face à un Eltsine vieillissant et incapable de prendre des décisions politiques, Poutine proposait de recourir à la saisie militaire, au bombardement aveugle des centres de population et à la terreur contre les civils pour résoudre la « crise tchétchène ».

Mais en dehors de la République tchétchène d'Ichkérie, seuls quelques-uns – notamment les militant·es des droits de l'homme et les journalistes – ont pris conscience de l'horreur des événements à l'époque. La société russe, qui dans les années 1990 semblait chhercher la démocratisation et à l'humanisation, est restée indifférente aux méthodes inhumaines de la guerre en Tchétchénie. Cette myopie, alimentée par la croyance en l'image du terroriste moudjahidin propagée par les médias, a probablement été le précurseur d'une indifférence générale à l'égard des hostilités ultérieures également. Il n'y a pas eu de manifestations de masse contre l'invasion de la Géorgie en 2008, tout comme il n'y en a pas eu dans les années 2010 contre l'implication de la Russie dans la guerre en Syrie et en Afrique du Sud. Et déjà en 2014, la majorité de la population percevait l'occupation de la Crimée comme un signe du renouveau de la grandeur de la patrie.

L'instauration du régime autoritaire de Kadyrov en République tchétchène, qui a mis fin à la deuxième guerre de Tchétchénie, nous indique les objectifs du régime de Poutine dans les territoires occupés d'Ukraine : contrôle total de la sphère publique, suppression de l'opposition par la force (camps de filtration, enlèvements, torture, répression des militant·es·et de leurs familles), loyauté totale, absence de droits et libertés civils, utilisation des habitant·es de la région comme ressource dans les conflits armés (mobilisation forcée).

La violence coloniale est connue pour fonctionner comme un boomerang : testée sur les territoires coloniaux, elle revient dans la métropole. Nous pouvons voir comment les méthodes de torture, de surveillance, d'enlèvement, de détentions difficiles et d'intimidation, exigeant que celles et ceux qui critiquent le régime présentent des excuses publiques (leur enregistrement vidéo), migrent de la Tchétchénie vers d'autres régions. Lorsqu'il élabore des stratégies de résistance et des tactiques de défiance à l'égard du régime, le mouvement anti-guerre peut prendre en compte l'expérience des personnes qui, au cours des 25 dernières années, ont agi dans des conditions d'urgence, certes non similaires, mais structurellement semblables.

Le colonialisme russe et le Caucase

L'affirmation selon laquelle, contrairement aux États européens, la Russie n'a jamais mené de guerre coloniale est un élément important du récit idéologique russe contemporain. Cependant, la longue histoire de la conquête et de la répression des peuples du Caucase du Nord, qui a commencé en 1801 et se poursuit jusqu'à aujourd'hui, démontre clairement la nature coloniale des nouvelles formes d'État russe, que ce soit dans l'Empire russe, l'URSS ou la Fédération de Russie.

La vision coloniale de l'histoire du Caucase et des guerres du Caucase imprègne profondément la société russe et imprègne l'éducation et la culture. Les œuvres des classiques de la littérature russe (Lermontov, Bestuzhev-Marlinsky, Pouchkine, Tolstoï, Griboyedov, etc.), qui font partie du programme scolaire obligatoire, sont empreintes d'orientalisme et d'exotisation. Les peuples du Caucase sont ici dépeints comme des « montagnards fiers et rebelles » qui demandent la « pacification », la « soumission » et la « christianisation ». Dans le même temps, la guerre est considérée comme une « nécessité historique », et les officiers et généraux de l'armée russe (comme Alexey Ermolov), connus pour leurs méthodes de guerre brutales, apparaissent parfois comme des commandants courageux et des héros.

Il convient de noter que certains des auteurs canoniques ont exprimé leur position anti-guerre et critiqué la politique de l'Empire russe dans le Caucase, et ont cherché à créer des images poétisées et complexes des « montagnards ». Et pourtant, la plupart d'entre eux étaient simplement contraints par leur origine à devenir officiers dans l'armée russe. Dans le même temps, le point de vue des auteurs d'origine caucasienne (sur la guerre du Caucase, l'histoire du développement de la région, sa représentation, etc.) n'était pratiquement jamais représenté dans le champ culturel russe au sens large, et ce fait n'a jamais fait l'objet d'un débat public.

La littérature dans le Caucase du Nord était principalement en arabe (en raison de l'islamisation de la région, qui s'est achevée au XVIe siècle) et existait également sous forme de littérature orale dans les langues autochtones. Seuls quelques rares monuments en langue arabe ou des enregistrements folkloriques en langue tchétchène, par exemple, sont parvenus jusqu'à nous. Ce fait était directement lié à la répression et à la déportation des peuples caucasiens, et a entraîné la destruction littérale des porteurs de connaissances folkloriques, des objets culturels et des textes. Quant aux textes disponibles, ils ne trouvent pas leur place dans les programmes d'enseignement et dans le domaine culturel, en raison de l'héritage de la politique coloniale d'effacement de la mémoire et de la connaissance des cultures locales. Par exemple, l'un des rares monuments historiques et artistiques qui subsistent sur la guerre du Caucase, la chronique de Muhammed Tahir al-Qarakhi, The Shining of Daghestan Checkers in Some Shamil Battles (écrite en arabe dans les années 1850, traduite en russe en 1941), reste intéressante pour les spécialistes des études arabes russes (mais pas pour les étudiants en histoire ou en philologie). C'est un problème systémique : plus de 180 langues parlées, écrites et pensées dans la Russie multiethnique ne font pas partie de son histoire littéraire. « Littérature russe », lorsqu'on se réfère aux programmes scolaires et universitaires, ne coïncide ni avec « russe » ni avec « russophone ». D'une part, elle exclut les œuvres d'auteurs de Russie écrites dans d'autres langues ; d'autre part, les auteurs d'autres pays écrivant en russe. Cette double exclusion crée l'illusion d'un espace linguistique et artistique homogène en Russie, et d'une correspondance relative entre les zones de présence de la langue russe et les frontières de l'Etat. On n'est pas loin de l'idée que les territoires russophones doivent devenir des territoires russes.

L'absence de réflexion sur la manière dont la culture s'inscrit dans la politique de l'État et en est un instrument est due, entre autres, à la vision répandue de la littérature comme un canon esthétique stable dans lequel les caractéristiques du plan artistique sont d'une importance capitale. Cette approche non critique et dépolitisée de la littérature permet de laisser de côté l'histoire et les

circonstances de production du canon lui-même et des œuvres individuelles, y compris l'histoire de la violence et de l'oppression. Pour comprendre le stade actuel du colonialisme russe et la solidarité dans l'opposition politique au régime, nous devons reconsidérer l'histoire de la conquête du Caucase – pour y voir avant tout une histoire de résistance à la capture, à l'universalisation et à l'effacement de l'identité, de l'histoire et des langues de la région. Cela signifie qu'il faut voir la subjectivité du Caucase : la résistance militaire et l'opposition directe aux généraux russes pendant l'empire ; la préservation des traditions folkloriques religieuses, culturelles et linguistiques pendant la première répression soviétique et les droits de l'homme, le travail journalistique et militant des trente dernières années.

La résistance tchétchène : de 1991 à aujourd'hui

Après l'effondrement de l'URSS, la Russie a eu l'occasion d'assumer la responsabilité de l'occupation, de la colonisation et de la répression des peuples autochtones dont les territoires avaient été incorporés à la suite de sa longue histoire d'expansion impériale. La demande de critique, ainsi que de l'autodétermination nationale, était dans l'air à l'époque. La reconnaissance par Eltsine de la République d'Ichkérie, qui avait déclaré son indépendance, aurait pu être le point de départ d'un processus de sécession des autres républiques nationales, ce qui a suscité des réticences évidentes de la part des autorités. Nous ne saurons jamais si cela aurait conduit à une fédéralisation de facto du pays ou si cela serait resté un précédent unique. Mais l'occasion de la décolonisation et de la démocratisation en 1991 fut ratée, et au lieu d'être abandonnée la politique coloniale fut poursuivie.

Avant même le début de la première campagne tchétchène en Ichkérie, des pratiques de résistance au nouveau gouvernement russe étaient apparues. Elles peuvent être divisées en quatre groupes : combat, politique, juridique et éthique. La résistance de combat a impliqué des affrontements armés avec les représentants des structures de pouvoir au niveau fédéral et régional (après l'établissement du régime de Kadyrov dans la région). Les revendications politiques ont été mises en œuvre sous la forme de manifestations, de rassemblements, de syndicats et de plateformes politiques. La résistance dans la sphère des droits des résident·es en Tchétchénie et l'enregistrement de leurs violations ont été et sont prises en charge par des militant·es et des groupes de défense des droits de l'homme, des avocat·es, des journalistes et des blogueurs. La résistance éthique qui fait appel aux catégories de la justice, de la dignité, de la reconnaissance des crimes et du droit au deuil de leurs victimes comprend la préservation de la mémoire des événements en Tchétchénie et la collecte des témoignages oraux des survivant·es (et des membres de leur famille).

Les autorités fédérales ont tenté de présenter la résistance militaire à travers une image unique de séparatiste (ou de terroriste), alors que cette résistance n'était pas homogène. Différents groupes se sont battus pour le pouvoir en Tchétchénie et contre les troupes russes. Dans les années 1990, il s'agissait des troupes de la Confédération des peuples des montagnes du Caucase (dont faisait partie Shamil Basayev, qui a ensuite formé son propre bataillon et est devenu le chef des forces séparatistes), des groupes pro-russes et de l'opposition anti-Dudayev, les troupes des présidents Dzhokhar Dudayev (1991-1996), Zelimkhan Yandarbiyev (1996-1997) et Aslan Maskhadov (1997-2003), les groupes de Salman Raduyev, Turpal-Ali Atgeriyev et Khunkar-Pasha Israpilov, entre autres. Leurs idéologies et leurs stratégies politiques ont varié et changé au fil du temps, allant de la lutte pour l'indépendance de la Tchétchénie à la création d'une confédération d'États islamiques ou d'un État unique dans le Caucase du Nord, qui englobe la Tchétchénie, le Daghestan et l'Ingouchie.

Au début des années 1990, lorsque le pouvoir en Tchétchénie est effectivement transféré à Akhmat Kadyrov (à partir de 2000, il est le chef de l'administration de la république, et à partir de 2003 le président), il devient le chef d'orchestre de la politique fédérale, et l'opposition, qui s'oppose au régime Kadyrov-Poutine, se cache. Les combats se sont poursuivis jusqu'à la fin officielle de

l'« opération antiterroriste » (terme utilisé par la plupart des responsables russes pour désigner la guerre en Tchétchénie) en 2009, mais n'ont pas cessé même après. Cependant, ils disparaissent de l'agenda, médiatique et l'intérêt pour ce qui se passe en Tchétchénie diminue rapidement dans la société russe.

Ainsi, vers le milieu et la fin des années 1990, les affrontements avec les hommes de Kadyrov sont devenus plus fréquents, tant avec les militaires qu'avec les représentants des forces de police de la république. Ce sont probablement les membres des forces de sécurité qui symbolisent la politique de Kadyrov. Ce qui distingue ces affrontements, c'est qu'ils impliquent des jeunes hommes qui ont grandi dans les conditions de la guerre et qui y ont perdu des membres de leur famille. Au début des années 20, la résistance armée s'affaiblit : lors des « opérations anti-terroristes », les membres les plus actifs des groupes sont tués ou détenus. Selon la position officielle de Kadyrov, ils étaient liés à l'organisation islamiste radicale ISIS. Aucune confirmation n'a été fournie à ce sujet.

Outre les manifestations publiques et les manifestations contre la guerre (protestations politiques), les droits de l'homme et le travail journalistique connexe, la collecte de preuves de crimes de guerre et d'abus par l'appareil de sécurité, la torture et les enlèvements de dissident·es, ont été menés en Tchétchénie tout au long de cette période. Alors que les événements en Tchétchénie ont été négligés depuis le début des années 2000, le journalisme en matière de droits de l'homme s'est poursuivi sans relâche au cours des 25 dernières années. La branche de Grozny du centre de commémoration, dirigée par la militante des droits de l'homme Natalia Estemirova, mérite d'être mentionnée. « Memorial a rassemblé des cas de torture, d'assassinats et de disparitions, des documents sur les actions illégales des autorités locales et fédérales, a écrit sur les camps de filtration [1] et a documenté les témoignages de survivant·es de la violence aux mains des forces militaires et de sécurité. Après l'assassinat d'Estemirova en 2009, la branche de Grozny de Memorial était dirigée par Oyub Titiyev [2], mais elle ne pouvait plus fonctionner comme avant en raison des menaces, des attaques contre les journalistes et des destructions de bureaux. En 2018, une procédure pénale au titre de l'article 228 (souvent utilisé en Tchétchénie pour détenir des militant·es – acquisition illégale, possession, transport de drogues) a été engagée contre Titiev, la même année il a été condamné à 4 ans de prison (libération conditionnelle en 2019). La branche de Grozny du Mémorial a cessé ses activités, mais les archives sur les victimes et les auteurs de la répression sont toujours disponibles pour une information publique.

Malgré la répression, le journalisme d'opposition et les activités de défense des droits de l'homme se sont poursuivis par le biais de divers canaux et des comptes d'activistes sur les médias sociaux, grâce à l'interaction des initiatives de base et des groupes de soutien mutuel. Depuis 2003, le journal indépendant Dosh (mot en tchétchène), qui couvre la vie politique et publique de la région, a continué à fonctionner. La chaîne Telegram 1ADAT publie régulièrement des listes de personnes disparues et mène ses propres enquêtes [3]. Au moment de la rédaction de ce rapport, la torture et le meurtre du militant de la chaîne, Salman Tepsurkayev, ont été rendus publics. Néanmoins, la chaîne continue de couvrir la situation en Tchétchénie. Un cas illustratif est la répression de la famille Yangulbagayev (les frères Ibrahim et Abubakar et leurs parents Saidi Yangulbayev et Zarema Musayeva), qui a débuté en 2015 et se poursuit à ce jour. L'activiste et avocat Abubakar Yangulbayev continue de couvrir cette affaire et d'autres (il a également travaillé sur le projet du Comité contre la torture pendant plusieurs années). Selon lui, c'est la longue histoire des guerres de Tchétchénie qui est responsable de la répression d'aujourd'hui.

Garder vivant le souvenir des traumatismes et des répressions historiques – les guerres de Crimée, la déportation forcée des peuples du Caucase du Nord vers les républiques d'Asie centrale dans les années 1930 et 1940, la répression des langues, des cultures et de la religion de la région – constitue un socle de valeurs, un impératif qui alimente d'autres formes de résistance. Les autorités le comprennent également lorsqu'elles tentent d'interdire les rassemblements et les marches lors des

jours de deuil – l'anniversaire du début des déportations des Tchétchènes, des Ingouches, des Kabardins, des Balkars et des Karatchais par Staline.

Pouvoir appeler une guerre une guerre, une déportation une déportation, la violence une violence, dans des conditions où ce nom est interdit, est un acte de résistance – un acte qui façonne la dignité et la subjectivité politique, personnelle et collective. L'activisme linguistique, l'apprentissage et le respect des traditions du peuple permettent de préserver les liens historiques avec les générations précédentes et les traditions de résistance, de dissidence et de réalisation du droit à la liberté.

Expérience et solidarité tchétchènes

Après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, des discussions sur la culpabilité et la responsabilité collectives ont émergé dans la communauté russophone, dégénérant souvent en auto-récriminations et récriminations mutuelles. J'aimerais que nous – les Russes, les citoyens russes, les personnes ayant un passeport russe, quelle que soit leur origine ethnique – arrêtions de discuter de cela et acceptions le fait que les actions du gouvernement et du président, que nous soyons d'accord ou non avec elles, ne nous privent pas de choix et d'action et donc de responsabilité.

En ce sens, l'expérience de la résistance tchétchène est particulièrement pertinente aujourd'hui. Ils ont trouvé et continuent de trouver la force de se battre lorsque les possibilités de lutte sont limitées, que les risques sont élevés et que les autorités tentent de créer l'image d'un peuple uni dont elles prétendent représenter les intérêts. Le régime de Kadyrov tente de faire appel aux traditions et aux valeurs tchétchènes/waynakhs et de s'approprier le droit de représenter les Tchétchènes. Le gouvernement fédéral s'engage de la même manière, inventant les intérêts du « monde russe », des « valeurs traditionnelles » et de l'histoire des peuples au sein de la Fédération de Russie. La propagande du Kremlin a toujours des difficultés avec cette dernière : différents peuples apparaissent désormais comme des entités indépendantes, et se fondent dans une figure russe généralisée, voire se déclarent sous des formes hybrides et chimériques (comme le slogan de propagande « Je suis kalmouke, mais aujourd'hui nous sommes tous russes ! »).

La résistance tchétchène dispose d'une stratégie pour contrer les images de la propagande, qui repose sur la connaissance de sa propre histoire, de sa religion, de sa langue et de sa culture, de ses héros et héroïnes, et d'images alternatives de représentant es respectables du peuple. Ces éléments peuvent être opposés à la fois aux images de militants et de terroristes créées par les médias et par aux rôles sociaux pseudo-traditionnels des hommes et des femmes tchétchènes imposés par le régime de Kadyrov.

Des images alternatives sont nécessaires pour une résistance basée à la fois sur l'ethnicité et la citoyenneté. Depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, de nombreuses initiatives combinant les agendas anti-guerre et anti-coloniaux ont vu le jour [4]. Les gens s'unissent parce qu'ils voient leur propre histoire, parlent la même langue et peuvent s'imaginer faire partie d'un peuple commun, unique, dont l'image peut être séparée de celle créée par la propagande, séparée de l'histoire de l'État, de la langue russe et de la culture coloniale. Sans un sentiment d'appartenance commune, une résistance durable est impossible.

Une analogie de cette image alternative des Russes n'est pas encore visible dans le champ politique. L'image caricaturale du « bon Russe », qui est rapidement devenue un mème, démontre ce manque. Quelles pourraient être les images d'un Russe anti-guerre, oppositionnel et anticolonialiste ? Qu'est-ce qui pourrait devenir un point commun et un programme positif de protestation civique ? Et quel type d'alliances politiques pourrait-il y avoir dans la Russie contemporaine qui n'effacent pas les différences ethniques et culturelles mais les accueillent, qui n'occultent pas les traumatismes historiques et collectifs, qui s'engagent non pas dans la discorde mais dans la solidarité autour d'un

objectif commun ?

L'histoire de la résistance tchétchène pourrait aider à répondre à ces questions, non pas en raison d'une quelconque similitude de la situation, mais parce que l'expérience de la violence coloniale, si longtemps ignorée, oblige les Tchétchènes à réexaminer leurs propres positions et à développer de nouveaux motifs de solidarité. Pour les peuples dont les terres ont été occupées et colonisées, dont l'histoire et la culture sont également effacées et dont les terres et les ressources sont pompées par Moscou, la résistance tchétchène est un exemple de résistance et de solutions politiques possibles, dont la plus radicale pourrait être le séparatisme. Pour les Russes ethniques et ceux dont l'identité ethnique est compliquée ou a été négligée, il s'agit avant tout d'une question de volonté d'accepter la violence coloniale comme partie intégrante de la politique intérieure russe. Il s'agit de privilégier la solidarité sur l'identité, de défendre les droits et les libertés des autres comme les leurs : lutter pour la politique comme un bien commun.

Lilia Yuldasheva

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Entre les lignes entre les mots

https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/12/02/sur-la-resistance-tchetchene-et-la-solidarite-post-coloniale/

Notes

[1] Avec le déclenchement de la guerre en 1994, un système spécial de centres de détention a été créé par les agences fédérales dans le cadre de « l'imposition de l'ordre constitutionnel ». Le statut de ces « points de filtration temporaires » n'était pas défini par la loi et les détenus étaient soumis à des mauvais traitements, des passages à tabac et des actes de torture. Des détenus étaient également détenus illégalement dans des unités militaires où des exécutions extrajudiciaires et des actes de torture avaient lieu.

[2] Natalia Estemirova et Oyub Titiyev ne sont pas né·es en Tchétchénie, car leurs familles ont survécu à des déportations (respectivement au Kazakhstan et au Kirghizstan) avant de retourner dans leur patrie historique.

[3] « Adat » est un mouvement populaire qui prône la fin du génocide du peuple tchétchène, l'unification du peuple tchétchène et la désoccupation de la Tchétchénie. Il met en lumière les violations des droits de l'homme en Tchétchénie occupée, les faits de corruption et les crimes commis par les vice-rois de Kadyrov, publie les appels des résidents de la Tchétchénie occupée et s'efforce de contrer et d'exposer la propagande de Poutine et de Kadyrov.

[4] La Fondation de la Bouriatie libre, la Yakoutie libre, le mouvement des Asiatiques de Russie, la Tchouvachie en colère et la Nouvelle-Tyva.